



# ASSOAL

## En partenariat avec

### AC-BP-FL, le PNDP ? et le FEICOM ?

## JOURNEES NATIONALES DE LA TRANSPARENCE BUDGETAIRE

### PREMIERE EDITION

YAOUNDE, OCTOBRE 2014

### TERMES DE REFERENCE

#### Contexte

Au Cameroun, la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996 marque un tournant décisif dans le processus de décentralisation. Deux grandes innovations sont ici remarquables : d'une part, l'institutionnalisation d'un organe, le Sénat qui « représente les collectivités territoriales décentralisées » (Art 20) ; et les dispositions constitutionnelles relatives aux « Collectivités Territoriales Décentralisées » (Titre X) d'autre part. Il s'en est suivi en juillet 2004, d'une promulgation par le Chef de l'Etat d'une série de lois sur la décentralisation. En l'occurrence, la loi n°017/2004 d'orientation de la décentralisation, la loi n°018/2004 fixant les règles applicables aux communes et la loi n°019/2004 fixant les règles applicables aux régions.

En 2005, à la suite du Décret n° 2005/104 du 13 Avril 2005 du Premier Ministre portant organisation du MINATD, une direction technique chargée des questions relatives à la décentralisation, à savoir la Direction des Collectivités Territoriales Décentralisées (DCTD) verra ainsi le jour. En 2008, à la faveur du décret n°2004/320 du Président de la République portant organisation du Gouvernement, le « Ministère de l'Administration Territoriale » va être muté en « Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation » (MINATD), avec un Ministre Délégué chargé de la Décentralisation.

En 2007, le Cameroun adopte la loi sur le nouveau régime financier de l'Etat qui institue les Budgets Programmes. Cette loi entre en vigueur en 2013 avec comme innovation les budgets axés sur les résultats. En 2009, une loi portant régime des CTD est promulguée pour amener les communes à s'arrimer à l'approche budgétisation par programme. En 2012, la préparation des programmes budgétaires au plan national intègre des priorités parfois issues des Plans Communaux de Développement (PCD). L'évolution de cet arsenal normatif et institutionnel rend compte d'une « nouvelle gouvernance fondée sur la transparence, la participation, la redevabilité sociale et la responsabilité sociale des entreprises ». Des programmes d'accompagnement et d'appui à la mise en œuvre de ces réformes sont en cours d'exécution ; on peut citer : Les initiatives de soutien à la réforme des finances publiques de l'UE, de la Banque mondiale, Les

Programmes *ou Projets* d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local de GIZ, de l'AFD, de l'UE et de nombreuses ONG nationales et internationales, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) mis en œuvre avec un soutien financier de la Banque Mondiale et de l'Agence Française de Développement (AFD), etc. En dépit de toutes ces initiatives, les progrès obtenus en matière de gouvernance, d'efficacité et d'efficacités de la dépense publique sont mitigés. Il est par conséquent indispensable d'approfondir les réformes, pas seulement en rendant effectifs les transferts de compétences et des ressources aux acteurs locaux, ou en mettant en place ou effectivement opérationnelle l'ensemble des institutions prévues dans la constitution de 1996, mais surtout en renforçant les capacités des acteurs, organismes et organisations chargés du suivi, de l'évaluation, du contrôle et des sanctions. Pour ce faire, la mise en place de véritables systèmes d'information et de communication pouvant assurer la transparence des actes financiers, fiscaux, budgétaires et comptables s'avère indispensable. ASSOAL et l'Alliance Camerounaise du Budget participatif et de la Finance Locale portent un plaidoyer dans cette direction depuis bientôt 10 ans. Un plaidoyer qui s'appuie sur un certain nombre de propositions en termes de méthodes et d'outils capables de renforcer les progrès visés par les réformes dans ce secteur névralgique de la vie publique qu'est la Finance ; à travers le projet TIC-GOUV, et les soutiens de quelques partenaires à l'instar de la Délégation de l'UE au Cameroun, de la Banque Mondiale.

Le forum national du Budget Participatif organisé dans ce cadre en juillet 2013 avait permis de capitaliser les expériences dans le secteur et de fixer le cap des prochaines étapes du plaidoyer. La première édition de la journée nationale de la transparence budgétaire proposée pour se tenir en octobre 2014 se propose de faire le point de la mise en œuvre des recommandations dudit forum et de mutualiser les progrès réalisés entre temps, en insistant notamment sur les innovations à potentiel réel sur l'ouverture des informations financières et comptables nécessaire au contrôle citoyen des investissements publics et à la transformation socio-économique projetée à l'horizon 2035.

## **Problématique de la conférence**

La journée nationale de la transparence budgétaire fera l'état des lieux des systèmes financiers, fiscaux, budgétaires et comptables de l'Etat et des CTD et lancer le débat sur les conditions préalables au contrôle citoyen dans ces domaines.

En somme, elle doit nous permettre de répondre aux questions suivantes :

1. Quels sont les systèmes en vigueur au Cameroun en matière de finance, de fiscalité, de budget et de comptabilité publique et quels diagnostics peut-on en faire ?
2. En relation avec les objectifs des réformes en œuvre dans les secteurs, quelles sont les stratégies/approches des acteurs (publics, privés, sociaux, PTF) notamment pour résoudre les problèmes de l'accès à l'information/redevabilité et quelle évaluation peut-on en faire ?
3. Quels sont les outils de suivi et de contrôle citoyen innovants/expérimentés dans le contexte national et en quoi ces outils peuvent-ils aider aux réformes en cours ?

## **OBJECTIFS DE LA CONFERENCE**

### ***Objectif général***

La journée nationale de la transparence budgétaire vise à capitaliser les expériences, mutualiser les méthodes, les outils et lancer une réflexion sur les méthodes/outils qui peuvent permettre d'améliorer l'accès à l'information publique et la transparence indispensables à la réalisation des objectifs assignés aux réformes programmées dans les secteurs de la finance, de la fiscalité, du budget et de la comptabilité publique au Cameroun.

### ***Objectifs spécifiques***

Pendant la journée, il sera question 1) de présenter les résultats des études/diagnostic/évaluation citoyenne réalisées sur les systèmes financier, fiscal, budgétaire et comptable du Cameroun, (sur la base des résultats de l'analyse des lois 2007 et 2009 portant régimes financiers de l'Etat et des CTD) ; 2) de dégager les piliers des politiques publiques nationales (DSCE) et locales (PCD) en matière de gouvernance en vue de la mutualisation des approches/stratégies; 3) de présenter les outils innovants expérimentés dans le cadre du projet TIC-Gouv pour faciliter l'accès aux informations indispensables à la transparence des systèmes et de proposer les pistes pour leur appropriation par les acteurs.

## **RESULTATS ATTENDUS**

- Les systèmes financier, fiscal, budgétaire et comptable du Cameroun sont présentés, diagnostiqués et appropriés par les participants ;
- Les piliers et les stratégies de la gouvernance des politiques publiques nationales (DSCE) et locales (Guide de Planification régionale et locale) sont identifiés, analysés/évalués et mutualisés ;
- Les outils innovants expérimentés au Cameroun pour faciliter l'accès aux informations indispensables à la transparence des systèmes sont présentés et proposer les recommandations pour leur appropriation par les acteurs formulés.

## **ACTIVITES A MENER (avant et pendant la conférence)**

- Etudes/diagnostic/évaluation citoyenne des systèmes financier, fiscal, budgétaire et comptable du Cameroun, sur la base des lois 2007 et 2009 portant régimes financiers de l'Etat et des CTD) ;
- Etude des piliers des politiques publiques nationales (DSCE) et locales (PCD) en matière de gouvernance ;
- Elaboration de 4 fiches de présentation des outils innovants expérimentés dans le cadre du projet TIC-Gouv pour faciliter l'accès aux informations indispensables à la transparence des systèmes et de proposer les pistes pour leur appropriation par les acteurs. (fiche bilan du BP dans les communes partenaires, fiche openspending, fiche site suivi des investissements publics, fiche Centre d'appel, fiche plateforme web-Sms, site école de la gouvernance, fiche UIC, fiche ICC.

- *Organiser deux journées d'échange sur l'ensemble des résultats des travaux précédents*

### **CIBLES : PARTICIPANTS**

- *OSC (50)*
- *PTF (15)*
- *CVUC (5)*
- *Ministères et programmes publics (15)*
- *CTD (15)*
- *Parlementaires (10)*
- *Entreprises (10)*
- *Universitaires (5)*
- *Média (10)*
- *Citoyens (5)*

*Date et Lieu : 15-16 Octobre 2015, à Yaoundé, Djeuga Hôtel*

*Appui logistique : INALODE et Secrétariat ACBPFL*

*Partenaires : DUE (Projet TIC-GOUV), BM, PNDP, FEICOM ?*

<b>Budget Journées nationales de la transparence budgétaire</b>				
<b>Désignation</b>	<b>Unité</b>	<b>Nb</b>	<b>CU</b>	<b>CT</b>
Grande salle	Jr/salle	2	300000	600000
Petite salle	Jr/salle	4	50000	200000
Pause café	Unité	300	3500	1050000
Déjeuner	Unité	300	7500	2250000
Hébergement	Nuitée	40	25000	1000000
Trousses participants	Unité	150	5000	750000
Communication et secrétariat/logistique/fiches diverses	Forfait	1	750000	750000
Experts	Jr.H	16	100000	1600000
<b>Total</b>				<b>8200000</b>

# PROJET DE PROGRAMME

## JOURNEES NATIONALES DE LA TRANSPARENCE BUDGETAIRE

Accès à l'information publique : quels enjeux et défis pour la participation, la transparence, la redevabilité et l'efficacité des Politiques Publiques au Cameroun

Date : 16-16 octobre 2014

Lieu : Yaoundé, DJEUGA HOTEL

### PROGRAMME DEFINITIF

Journée 1 : Matinée

Lieu : Djeuga Hôtel

#### Cérémonie solennelle d'ouverture du Forum (Salle GAROUA)

8h00- 8h30

Accueil et enregistrement des participants

08h30

Mots introductifs

ASSOAL, PNDP, FIECOM, CVUC, MINATD/DCTD, DUE

Moderation: **David ATEMKENG**

#### Session introductive: Systèmes financier, fiscal, budgétaire et comptable du Cameroun (Salle GAROUA)

09h00 - 09h45

1 *Panel* : bilan - diagnostic du système financier, fiscal, budgétaire et comptable du Cameroun à la lumière des réformes en cours depuis 2007:

*Pr Isaac Tamba, MINEPAT-UY2, Jean Claude MONDO, MINFI, YOMBO Désiré*

09h45 - 09h55 Mise en perspective : Anicet Akoa, Vice-Président, CVUC

09h55 - 10h30 Echanges avec la salle

Modérateur (trice) : **Jules Dumas NGUEBOU, ASSOAL**

#### Pause-café

#### Session N°2 : Piliers des politiques publiques nationales (DSCE) et locales (PCD) en matière de gouvernance (Salle Garoua)

10h45 - 11h15

*Panel* : Les piliers de la gouvernance dans les politiques publiques au Cameroun : Dr André KAYO SIKOMBE, CREDDA, Calvin MINFEGUE GALILEE CAMEROUN, Isaac EKEME, PNDP

11h15 - 11h25

Mise en perspective : **Emile Andze Andze, Mairie de Yaoundé 1**

11h25 - 12h00 Echanges avec la salle

Modérateur (trice) : Honorable **Simon Ongola Omgba, Député de Yaoundé 7**

#### Après midi

#### Session N°2 : Présentation du Centre d'appel, du site [www.cameroonopenspending.org](http://www.cameroonopenspending.org), [www.controlecitoyen-cm.org](http://www.controlecitoyen-cm.org), Plateforme web-sms, Plateforme web PNDP (Salle GAROUA)

14h - 15h

*Panel* : démonstration du produits : Jules Dumas Nguebou, ASSOAL, Guy Merlin Tatchou, ASSOAL, Evrad Ateba Fouda, INALODE, Alphonse Boyogueno, PNDP, SIMBA

15h - 15h10 Mise en perspective : ENOUGA Armand FEICOM

---

Tdr journées nationales de la transparence budgétaire

15h10 - 16h00 Echanges avec la salle

Modérateur (trice) : **Flaubert Djateng, ZENU Network**

## **Deuxième jour**

### **TRAVAUX EN ATELIERS**

09h00 - 10h30

Atelier 1 : *Enjeux et défis majeurs du système financier, fiscal, budgétaire et comptable, (Salle KRIBI)*

**Facilitateur : Daniel Nonze**

Atelier 2 : *Piliers des politiques publiques nationales (DSCE) et locales (PCD) en matière de gouvernance, (Salle RHUMSIKI)*

**Facilitateur : Marthe Mintsä**

Atelier 3 : **Pérennisation des solutions innovantes : Centre d'appel, des sites [www.cameroonopenspending.org](http://www.cameroonopenspending.org), [www.controlecitoyen-cm.org](http://www.controlecitoyen-cm.org), Plateforme web-sms, Plateforme web PNDP et recommandations, (Salle GAROUA)**

**Facilitateur : Achille Noupéou**

10h30 – 10h45

**Pause**

11h-12h

**PLENIERE : Salle GAROUA**

Table ronde de **Restitution des travaux en ateliers et formulation des résolutions**, (*Jules Dumas Nguebou et rapporteurs*)

**12h-13h**

**Pause**

**13h-14H**

**Plénière de présentation du communiqué final et Mots de Clôture ASSOAL, PNDP, DUE, FEICOM, etc.**

**Facilitateur : David Atemkeng**